

Lettre ouverte de l'intersyndicale de la DDFIP 28 au Directeur départemental des Finances Publiques d'Eure et Loir

Monsieur le Directeur,

Cela fait maintenant plusieurs semaines que nous vous avons demandé de nous communiquer les projets de restructuration du réseau en Eure et Loir qui s'intègrent dans le cadre de la géographie de proximité voulue par le Gouvernement et portée avec zèle par la Direction générale.

Vous nous avez toujours répondu que rien n'était arrêté et que tout pouvait encore être bouleversé par les conclusions du grand débat. Pourtant vous aviez fait remonter votre schéma à l'administration centrale le 15 février.

D'autres directeurs, faisant fi de l'omerta imposée par la direction générale, ont courageusement annoncé aux représentants du personnel non seulement les fermetures et regroupements redoutés mais encore la déclinaison départementale de la cible triennale des suppressions d'emplois. **Tous ne sont en effet pas en accord avec la politique de destruction systématique de notre administration.**

Comme tous les agents, nous attendions qu'enfin, vous consentiez à nous exposer l'ampleur des fermetures, déménagements et autres mesures de casse de notre outil de travail. Vous ne pouvez pas ignorer l'anxiété que génère cette attente pour les agents.

43 % des agents étaient en grève en Eure et Loir le 14 mars pour dénoncer la destruction de la DGFIP à laquelle, avec la direction générale, vous participez activement.

Ils sont viscéralement attachés au service public et ne supportent plus la multiplication des mesures que vous vous évertuez à mettre en œuvre pour dégrader le service rendu aux usagers.

Cette destruction des missions provoque un mal être au travail grandissant pour celles et ceux pour qui le service public est non seulement une valeur éthique mais encore un impératif social.

Les agents en grève qui bloquaient symboliquement le centre des finances publiques de Châteaudun vous attendaient ce jour-là pour vous faire part de leur colère. Vous n'êtes pas venu les rencontrer.

Nous avons appris votre intention de présenter la géographie revisitée aux chefs de service avant d'informer les représentants du personnel élus par toutes les agentes et tous les agents du département.

Vous ne reculez décidément devant aucune provocation. Vous savez pertinemment que

nous ne laisserions pas passer ce geste de mépris.

Monsieur le Directeur, il ne suffit pas de se réjouir du taux de participation aux élections professionnelles. Il faut tenir compte des résultats et respecter le vote de toutes et tous au travers de leurs élu.e.s.

Même le Ministre Olivier DUSSOPT, a pris la peine d'informer, la veille, les représentants du personnel du contenu des annonces qu'a fait Gérald DARMANIN.

Toutes les organisations syndicales représentatives de l'ensemble des agents du département sont aujourd'hui réunies pour dénoncer votre attitude.

Les chef(fe)s de service sont des collègues. Ils ont bien évidemment le droit d'être informés comme tous les autres. Mais quels que soient leurs mérites, ils ne représentent qu'eux-mêmes. Sauf erreur de notre part, aucun n'a fait acte de candidature, comme ils en avaient le droit, au CTL. Aucun n'a donc été élu.

Aussi, et avec l'ensemble des agents présents ici, nous avons décidé de participer à cette réunion que vous auriez du, par respect pour les agentes et les agents, tenir avec leurs représentantes et représentants.

Monsieur le Directeur, celles et ceux qui affaiblissent la démocratie sociale, finissent toujours par en subir les conséquences. Il n'y a pas de véritable démocratie sans respect de cette dernière. L'actualité récente devrait vous amener à réfléchir sur ce point.

Avant que ne débute cette réunion, nous souhaitons vous remettre cette invitation à participer à une action de formation professionnelle consacrée au DIALOGUE SOCIAL.

Compte tenu de vos pratiques et en dépit de nos nombreux rappels, remarques et interpellations, il conviendra d'abord de suivre le stage INITIATION avant d'envisager le PERFECTIONNEMENT.